

## INTRODUCTION

---

# *Sept Articles sur le Conflit en Afrique Acteurs et identités dans la crise en Afrique: l'engagement de la sociologie*

Ebrima Sall & Jean Bernard Ouedraogo  
*CODESRIA*  
*Dakar, Sénégal*

Deux principaux points d'interrogation ont été au cœur des études sociologiques sur l'Afrique:

- (i) comment comprendre l'insistante obsession portée sur la question de la production ou, pour emprunter la formulation de Benedicte Anderson, 'l'imagination' des communautés 'nationales' de l'Afrique après les indépendances;
- (ii) le changement social au cours duquel s'exprime cet 'imaginaire', aussi bien sous sa forme maîtrisée, volontariste, que sous sa forme moins normative de mutations ou de transformation sociale dans le sens que Polanyi emploie ce concept.

En sortant des périodes noires de la colonisation, on comprend que ces préoccupations de la sociologie soient tout à fait légitimes dans l'immédiat après indépendance, une légitimité qui s'est renouvelée avec les crises des années 80 et 90. La sociologie, rappelons le, est née de l'étude des crises et des mutations des sociétés agraires d'Europe, et elle a grandi dans l'étude des crises des sociétés confrontées à l'offensive modernisatrice (voire capitaliste) de l'occident, et par la suite en examinant les crises des sociétés industrielles elles-mêmes. Les années de crises sociales, les décennies d'ajustement et, plus récemment, les conflits armés du Congo, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Bissau ont alimenté de nombreuses publications. Pourquoi donc y ajouter une publication de plus?

Les textes réunis dans ce numéro ont pour la plupart été produits dans le cadre d'une initiative conjointe de Nordic Africa Institute, basé à Uppsala, en Suède, et du CODESRIA, autour de la crise ivoirienne et ses répercussions dans les autres pays d'Afrique de l'ouest. Une bonne vingtaine de chercheurs ont été invités à écrire des 'think-pieces', des textes de réflexion sur la crise et la violence en Côte d'Ivoire, puis se sont réunis à Dakar dans le cadre d'un colloque sur 'Identités, sécurité et renégociation des appartenances nationales en Afrique de l'Ouest'. Cette crise, et la célébration récente du 30<sup>e</sup> anniversaire du CODESRIA nous ont donné l'occasion de nous interroger, précisément, sur

l'un des plus grands défis auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui: les crises et la violence inouïe qui s'y découle. Ces événements nous donnent également l'occasion de réfléchir sur l'état de la discipline 'sociologie' en Afrique, non pas en essayant de faire un 'bilan' prématuré en notre sens, mais en montrant, à travers l'étude, précisément, des crises et de la violence, quels renouvellements peuvent être observés sur les plans de la thématique, des objets construits, des méthodes, et des générations de chercheurs en sociologie. Ce numéro de la *Revue Africaine de Sociologie* rassemble des résultats d'études sur des régions en conflit qui sont examinées sous l'angle de l'affirmation des identités dites nationales et/ou communautaires et des stratégies des acteurs impliquées dans ces renégociation identitaires permanentes.

Face à ces drames humains et à l'impuissance d'en venir à bout, une question de fond reste lancinante et taraude la réflexion des sociologues: connaissons-nous assez nos sociétés, ou sommes-nous, tout au moins, mieux outillés pour comprendre les dynamiques sociales, près d'un demi-siècle après les décolonisations? Sommes-nous suffisamment instruits des tendances profondes des sociétés africaines pour comprendre les objets émergeant telle que la mondialisation? Comme les sociétés africaines, la jeune sociologie africaine est-elle déjà en crise? La crise conceptuelle, disait-on, fait partie intégrante de la crise sociale, l'une comme l'autre pouvant cependant être des crises 'opportunes', comme le disait Jean Copans. Sauf que la crise semble être la condition permanente, sinon d'exister en Afrique, au moins de penser en Afrique. La géographie de cette crise, en tant qu'élément de sa qualification, est elle-même mise en débat. Un examen du cadre d'interprétation traditionnelle, en terme de conflit entre États, de l'expression de la violence collective montre que les guerres africaines n'ont que rarement été menées sur des questions relatives aux frontières nationales. La plupart d'entre elles sont au contraire liées à la ré-définition des frontières sociales, à l'exclusion sociale dont sont victimes les jeunes, et certains groupes ethniques, etc., c'est-à-dire à la manière dont le pouvoir politique est réparti et exercé. Les exemples des crises ivoirienne, congolaise et rwandaises, sont, de ce point de vue, assez éloquentes.

Cette transformation des frontières de l'affrontement violent est visible sur le cas ivoirien. L'amplification graduelle de la violence politique en Côte d'Ivoire est souvent interprétée comme un résultat presque 'naturel' de l'affirmation 'identitaire' qui secoue l'Afrique actuelle. N'est-il pas évident qu'au cours de cette dernière décennie une violence indicible s'est emparée des sociétés africaines? Mais si certains chercheurs y voient, avec désespoir, la manifestation d'une propension séculaire des africains à la violence, d'autres, sans doute plus nombreux, expriment un vif étonnement face au basculement sanglant qu'opère la perle de l'Afrique que certains ont appelé le 'miracle ivoirien'. Cette surprise est d'autant plus forte que cette violence survient dans un espace social longtemps considéré comme un 'havre de prospérité' qui érigea jadis l'attitude de 'dialogue et de paix' en idéologie quasi officielle.

La crise ivoirienne, une crise régionale à tout point de vue, est à replacer dans une longue série de crises qui secouent l'Afrique depuis ces deux dernières décennies. De la Somalie au Rwanda, en passant par le Libéria, la Sierra Leone, le nord du Ghana, et bien d'autres cas, nous assistons au déchirement des liens sociaux, à la remise en cause des fondements de l'appartenance communautaire, et le sens même de la vie collective est soumis à une virulente critique sociale. Que les bases de l'appartenance locale et nationale, celles de la citoyenneté soient en perpétuel ré-négociation, n'a en soi rien d'extraordinaire. Le problème est que les mécanismes de régulation qui permettaient à cette négociation et à cette lutte de se dérouler de manière pacifique sont en panne dans nombre de cas. La machine sociale qui fabrique le social est grippée. L'affaiblissement des liens sociaux qui en résulte pose à terme la question des identités et des frontières de la collectivité.

Cette question mérite une grande attention. Se saisissant de certains attributs visibles des protagonistes, l'approche culturaliste dominante s'empresse de voir dans ces affrontements l'expression désuète de communautarismes fondés sur des identités ethniques, religieuses et géographiques pour mieux regretter, cette fois, la carence démocratique source d'harmonie et remède unique au désordre violent. En cherchant la justification historique de l'irruption de la violence l'on est obligé de poser au moins deux questions centrales: Par quels trajets historiques la dynamique sociale locale impose-t-elle aux individus la destruction d'autrui comme mode de résolution des contradictions qui les assaillent? Pourquoi à cette fin un enrégimentement est nécessaire et pourquoi cette solution communautariste apparaît comme un moyen efficace du succès individuel?

L'itinéraire collectif de la formation sociale ivoirienne est fortement marqué par le mode particulier de distribution des ressources et de fabrication des représentations sociales opéré sous la forte emprise de la politique de mise en valeur coloniale des territoires de l'Afrique française. Le propos n'est pas de rechercher à l'extérieur les justifications d'une tragédie locale mais, au contraire, d'analyser la genèse d'une expérience historique locale qui informe les liens sociaux, modifie les critères d'appartenance, définit les enjeux de la concurrence sociale et qui conduit à la violence. Bien au contraire. La contribution de Francis Akindès dans ce numéro démontre à quel point la crise actuelle est l'expression de la crise du compromis post-colonial 'houphouetiste' qui consistait entre autre à favoriser l'expansion économique du pays tout en étant évitant de résoudre durablement les clivages hérités du passé; la rupture que provoque le décès du patriarche entraîne une crise de succession qui a aboutit à l'exacerbation de tensions, rendues invisibles par le large paternalisme houphouetiste, entre Ivoiriens dits de souche et Ivoiriens d'origines burkinabé. Bonnie Campbell explique comment aussi bien les politiques d'ajustement structurel ont rétréci le champs et les choix politiques, et que pour sortir durablement de la crise, la Côte d'Ivoire doit revoir les options de

développement que ses dirigeants avaient choisies. La contribution de Ibrahim Abdullah, reprenant et développant un argument que Mahmood Mamdani a commencé à développer dans son célèbre ouvrage *Citizen and Subject*, montre que la question de la citoyenneté, notamment celle de la reconnaissance des critères d'appartenance, de la citoyenneté qui sont au cœur de la crise ivoirienne, ne sont ni nouvelles, ni spécifiques à la Côte d'Ivoire. Au contraire, elles semblent être devenues celles autour desquelles les tensions générées par une gestion autoritaire du pouvoir d'Etat conjuguée à un agrandissement des inégalités sociales se cristallisent...

Néanmoins, il faut souligner le fait souvent négligé que la situation coloniale n'était pas une simple exploitation économique, elle implique sur domination, une soumission totale des sociétés conquises. On comprendra que cet ordre social dominant soit au principe de la production, de la circulation des symboles et des biens matériels en tant que référent principal des relations sociales. Or la violence est toujours une tentative de correction d'un déséquilibre devenu insupportable; elle se justifie par la revendication radicale d'une 'justice' menacée. C'est donc dans l'histoire d'une lecture ivoirienne de la clôture des statuts sociaux, d'une oscillation des frontières des groupes et d'une interprétation du devenir des trajectoires individuelles qu'il faut rechercher la fixation des écarts sociaux. De cette répartition des attributs statutaires naissent les tentatives de correction de ces 'équilibres illégitimes' et/ou de ces 'déséquilibres légitimes' fondements de la 'justice' que chacun réclame. Un système de 'justice' dont le procureur général est l'argent, pièce maîtresse de la société de marché qui s'impose et informe les liens sociaux en Côte d'Ivoire. Le projet colonial est capitaliste parce qu'il place au centre de la concurrence sociale l'accumulation de l'argent à l'aune de laquelle s'ordonne l'ensemble des éléments matériels et symboliques indispensables à l'existence sociale. Il est évident que dans cette concurrence généralisée, la mobilisation de puissances sociales (individu, ethnie, région, Etat, religion, argent) comme moyens d'action correctrice dépend de la force, la capacité d'action réelle, et de la disponibilité que leurs attribue la configuration centrale dominante. Entreprendre une analyse des affrontements actuels revient à interroger le destin local du modèle colonial à la française qui organise la structure sociale, agit sur les communautés anciennes et trace pour chaque individu le cours des futurs possibles. C'est de ces fondements coloniaux que viennent le mode de peuplement, le système de production, les fondements idéologiques de la vie collective et la valeur des élites et des institutions régissant le procès de fabrication de la nation ivoirienne. La crise ivoirienne semble donc être liée à une tentative politique de recomposition violente du projet colonial à la française qui a, progressivement, perdu ses capacités de contrôle et de légitimation.

Et cette lutte acharnée pour le devenir individuel et collectif suit, dans chaque cas, les modalités que lui offre le processus historique de 'technisation' de la capacité violente. L'intensité de la 'brutalisation du champ politique

ivorien', que Claudine Vidal analyse ici, comme celle du champ politique congolais (zaïrois) sous Mubutu qui explique en partie l'existence de phénomènes tels que les milices mayi-mayi que Arsène Mwaka Bwenge analyse dans sa contribution, ne peut être vraiment compris par le seul fait colonial. Celui-ci est sans doute un lieu historique de production de la violence mais les matériaux qu'il lègue à ses successeurs ont été perfectionnés par l'actualité, par l'urgence des enjeux sociaux nouveaux. On pourrait dire à ce propos que les sens pratiques ont partie liée avec les sens symboliques. La violence est devenue une des modalités essentielles de la gouvernabilité actuellement, ce qui en dit long sur la culture politique dominante.

Une conséquence rarement étudiée de ces crises et le déracinement des populations, décrétées étrangères et obligées de 'retourner' dans de supposés pays d'origines qu'ils n'ont souvent jamais connus. Le lecteur lira sur le cas des 'diaspos' burkinabé de Côte d'Ivoire 'rapatriées' au Burkina Faso à cause de la crise, examinées dans la contribution de Mamadou Zongo. La contribution de Alice Karekezi Urusaro est centrée, elle, sur l'exemple du centre de gestion des conflits à l'Université nationale du Rwanda, non pas combien le génocide rwandais a été désastreux, mais sur les efforts de reconstruction, et les manières dont des institutions, un pays, et tout un peuple tentent de recréer les liens sociaux, et re-inventer une cité plus ouverte et démocratique.

La série de textes proposée dans ce numéro est une invitation à une prise de conscience collective sur les enjeux théoriques que pose à la sociologie africaine, les crises qui surviennent sur le continent. Les périodes de crise font toujours émerger la structure profonde des ordres sociaux et peuvent ainsi dévoiler le sens de leurs évolutions. Elles mettent au centre des débats la critique hobbesienne de l'Etat, entité individualisée, pour mieux faire voir le procès social dont il est la résultante et dans le même élan montrer la nécessaire complexification des cadres théoriques et méthodologiques mobilisés pour prendre en charge le réel complexifié. Cette perspective exige une remise en cause radicale des outils sociologiques hérités de la colonisation; en tant que moyens d'exercice de la domination, ils servent la contrainte et l'exploitation immédiates mais sont inaptes à montrer à les sens cachés des choix libres des sujets décolonisés. Si une leçon peut être tirée des textes proposés ici elle devrait être une invite à l'invention, au renouvellement fondée sur l'affirmation d'un empirisme irréductible.

## ***Seven Articles on Conflict in Africa Actors and Identities in the African crisis: the commitment of sociology***

Ebrima Sall & Jean Bernard Ouedraogo  
CODESRIA  
Dakar, Senegal

Two of the key characteristics of sociological studies on and in Africa are:

- i) an insistent obsession with the production, or rather, the 'imagining', to borrow a more widely used formulation, since Benedict Anderson's seminal work these issues, of new 'nations' and cohesive, trans-ethnic, 'national' communities, and polities,
- ii) a keen interest in processes of social change within which this 'imagination' expresses itself, both in its controlled, voluntarist form, more often referred to as 'development', and in its more complex, less normative versions as transformation in Polanyi's sense of this concept.

After the dark colonial period, one can understand how legitimate these concerns were, a legitimacy that was also evident in the crises of the 1980s-1990s. The current crises in the Democratic Republic of Congo (DRC), Côte d'Ivoire and elsewhere are a testimony to the persistence of the crises. A 'crisis', by definition, lasts for a limited length of time, but in Africa the crisis has been unending. We seem to be in a 'permanent crisis', a contradiction in terms.

These concerns actually gave birth to our discipline. Sociology, as we know, is a child of social crises. It was born in the study of the crises and transformations of the European agrarian societies, and was developed with the study of the crises of the societies confronting the Western modernising (mainly capitalist) offensive, and was further developed with the study of the crises of the industrial societies themselves. The years of social crises, the decades of adjustment and the armed conflicts in Congo, Côte d'Ivoire and Guinée Bissau, to name but a few, have given birth to many publications. So, why add to an already long list of publications? What is the relevance of another journal issue?

Most of the texts compiled in this issue were produced within the framework of a joint initiative between the Nordic Africa Institute, based in Uppsala, Sweden, and CODESRIA, on the Ivorian crisis and its repercussions on the other West African countries. Some twenty researchers were invited to write 'think-pieces', reflections on the crisis and violence in Côte d'Ivoire, and then met in Dakar for a symposium on 'Identity, Security and the Renegotiation of the National Belonging in West Africa'. This crisis and the recent celebration

of CODESRIA's 30th anniversary have provided us with an opportunity to reflect on one of the biggest challenges that is confronting Africa today: the crises and unprecedented violence that are occurring in our continent. These events also give us the opportunity to reflect on the state of the sociology, the discipline, in Africa, not so much by trying to draw a balance sheet, a review of the discipline, for that would be premature, but rather, by indicating the renewals that have occurred regarding the thematic issues, the objects of study, the methods and the generations of sociologists and sociology researchers.

This issue of the *African Sociological Review* presents highlights of research on areas in conflict, that are studied in the perspective of the assertion of national and/or community identities, and the strategies used by the actors involved in these permanent identity renegotiations.

In the face of such human tragedies and the lack of solutions to overcome them, sociologists remain concerned by one fundamental question: 'do we know our societies well enough, or do we have better tools to understand the social dynamics, nearly half a century after decolonisation? Are we aware enough of the deep change trends occurring in African societies, to be able to understand emerging issues, such as globalisation? Is the "young" African sociology movement stuck in a crisis, just like African societies are?' As one used to say, the conceptual crisis is part of the social one, and each could be seen as 'timely' crises, as has been argued by Jean Copans.

But 'crises' seem to be a permanent condition of living, or at least to characterise the state of thinking in Africa; the geography of the African crisis, as an element of its qualification, is itself subject to a debate.

A closer look at the framework of traditional interpretation, in terms of inter-state conflicts and expression of collective violence shows that African wars were seldom waged over issues related to national borders. Most of them were linked to a redefinition of social borders, and the social exclusion from which the youth, some ethnic groups and so on are suffering; in other words, they are linked to the way the political power is shared out and exercised. In this connection, the cases of the Ivorian and Rwandan crises speak for themselves.

The transformation of the frontiers of violent confrontation is evident in the Ivorian case. The gradual increase in political violence in Côte d'Ivoire is often viewed as an almost 'natural' outcome of the assertion of 'identity' claims that Africa is currently experiencing. Can't we see that an indescribable violence has devastated African societies in the last decade? While some researchers consider, with great despair, that the crisis is the expression of a long-time African proneness to violence, others – perhaps the greater part of the research community – are astonished by the bloody events that occurred in the African Pearl (Côte d'Ivoire), that others had named the 'Ivorian Miracle'. This turn of events is all the more surprising, since violence has burst in a social space that had long been considered as a 'haven of prosperity', which had made the 'dialogue and peace' attitude an almost official ideology.

The Ivorian crisis, which is a regional crisis in all regards, can be classified in the long series of crises that Africa has been experiencing for two decades now. From Somalia to Rwanda, through Liberia, Sierra Leone, Northern Ghana, and many other countries, social ties are being torn apart, the foundations of community affiliation questioned, and the very meaning of collective life subject to a vicious social critique. There is nothing extraordinary in the fact that the foundations of local and national communities, as well as those of citizenship should be subject to a permanent renegotiation. The problem is that the regulating mechanisms that allowed such negotiation and struggle to occur peacefully are no longer functioning properly in most cases. The social machine that manufactures 'social fact' is out of order. The resulting weakening of social ties raises the issue of collective identities and frontiers.

This issue deserves great attention. Based on some of the evident attributes of the protagonists, the culturalist approach considers these confrontations as an outdated expression of communitarianisms based on ethnic, religious and geographic identities, meanwhile regretting the lack of democracy, which is the source of harmony and the only remedy against this violent disorder. When searching for a historical justification for the emergence of violence, one has to raise at least two central questions: through which historical trajectory does the local social dynamic push individuals to destroy the other, in order to resolve their contradictions? Why, in that logic, is indoctrination therefore necessary and why does this community solution appear as an effective means of achieving individual success?

The collective itinerary of the Ivorian social formation is strongly characterised by the specific mode of resource distribution and production of social representations imposed by the French colonial policy of development of its former African territories.

Our aim is not to look for external justifications for the current tragedy, but rather, to analyse the genesis of a historical experience, that informs the social relationships, modifies the criteria of belonging, defines the issues at stake in the social competition, and leads to violence. Francis Akindès's contribution in this issue shows to what extent the current crisis is an expression of the crisis of the post-colonial compromise crafted by Houphouët Boigny, which consisted in favoring the country's economic growth, while avoiding really resolving the splits inherited from the past.

The rupture triggered off by the death of the patriarch led to a crisis of succession which exacerbated the tensions – that were previously made invisible by Houphouët Boigny's paternalism – between the so called 'true' Ivorians and the Ivorians of Burkinabe origin. Bonnie Campbell explains how structural adjustment policies have narrowed the political field and choices. She argues that Côte d'Ivoire must review its development options, those that were previously chosen by its leaders, in order to escape the crisis in a lasting way. Ibrahim Abdallah's paper, which uses and further develops an argument that



Mahmood Mamdani made in his famous book titled *Citizen and Subject*, shows that the issue of citizenship, namely that of the recognition of the rights of belonging that are at the heart of the Ivorian crisis, is neither new, nor specific to Côte d'Ivoire. On the contrary, it seems to be the issue around which the tensions triggered off by an authoritarian mode of governance and exercise of state power, combined with worsening social inequalities, are crystallised.

Yet the colonial situation was not a mere form of economic exploitation, but also implied a form of domination, a total submission of the conquered societies. This dominant social order was at the basis of the production and circulation of symbols and material goods, as a major referent in social relationships. Violence always stems from attempts at correcting an imbalance that has become unbearable; it always finds a justification in radical claims for a threatened 'justice'. It is therefore in a certain 'Ivorian' reading of the history of the setting of social frontiers, i.e. the history of an interpretation of the separation between social statuses, the oscillation of the group frontiers, and the interpretation of the evolution of individual trajectories, that one can find the explanation for social divisions in Côte d'Ivoire. This distribution of attributes is behind the attempts to 'correct' the 'illegitimate equilibrium' and/or 'legitimate imbalances', at the basis of the justice each one is claiming. Money is at the heart of this system of 'justice', and the key component of a market society that is imposing itself and is informing social relationships in the country. The colonial project was capitalist, because it put money accumulation, around which all material and symbolic elements necessary to social life revolve, at the centre of social competition.

In this general context of competition, it is obvious that the mobilisation of social powers (individuals, ethnic groups, regions, state, religion, money), as corrective agents, depends on the force, real capacity for action, and availability that the dominant central configuration gives to them. To analyse the current clashes that have occurred, is to study the local destiny of the French-style colonial model that organises the social structure, influences ancient communities and determines the possible futures of each individual.

The mode of settlement, the production system, the ideological foundations of the collective life, the value of elites and institutions that control the making process of Ivory Coast all originate from these colonial foundations. The crisis in Ivory Coast is a political attempt at the violent redefinition of the French colonial model, which has progressively lost its capacity for control and legitimisation.

For each case, this fierce fight for the individual and collective future makes use of the modalities made available by the historical process of the 'technicisation' of the capacity for violence. The intense 'brutalisation of the Ivorian political field' – analysed here by Claudine Vidal, as well as that of the the Congolese (Zairian) political field under Mobutu with the emergence of

such phenomena as the Mayi-Mayi militias, analysed in Arsène Mwaka Bwenge's paper – cannot only be explained by the colonial experience.

The latter may be a historical place for reproducing violence, but the materials that were passed on to the successors were perfected by the current events, and the urgency of the new social issues at stake. In this connection, one could say that practical meanings are linked to symbolical meanings. Violence has become one of the fundamental modalities of governmentality, which is indicative of the mainstream political culture.

One of the consequences of these crises that is hardly studied is the uprooting of peoples, who are viewed as strangers and have to go back in their supposed originary countries, which they have often never known. The reader will learn about the case of the Burkinabé 'diaspos', people who were repatriated from Côte d'Ivoire to Burkina-Faso, because of the crisis, and which is studied in Mamadou Zongo's paper. The contribution from Alice Karekezi Urusaro focusses on the case study of the centre of conflict management, at the National University of Rwanda, and tries to show not so much how disastrous the Rwandan genocide was, but is insisting on the reconstruction efforts and the way in which some institutions, a country and a whole people are trying to reestablish social links and to reinvent a more open and democratic city.

The series of texts in this issue is a call for more collective awareness of the theoretical issues at stake facing African sociology and raised by the continental crises. Periods of crises always reveal the deep structure of social orders and can unveil the direction towards which they are evolving. They put the Hobbesian critique of the state, an individualised entity, at the heart of debates, in order to highlight the social trial from which it is resulting, and in doing so, they show the necessary complexification of the theoretical and methodological frameworks mobilised to deal with the complicated reality. Such a perspective calls for a radical questioning of the tools inherited from colonisation; as means of exercising domination, they allow for immediate constraint and exploitation, but are unable to reveal the hidden meaning of the free choices of decolonised subjects. The lesson that could be drawn here would be an urge to invention, renewal based on the assertion of an irreducible empiricism.